

GLAXO : LA SOLIDARITE DES COMMUNISTES ET L'EXIGENCE DU MAINTIEN DES EMPLOIS

Les communistes d'Evreux et de l'Agglomération, leurs élu-e-s, tiennent à dire leur indignation après cette nouvelle. Demain, ce sont 800 familles d'Evreux et de ses environs qui seront touchées. Est-ce la fin du site d'Evreux, pourtant annoncé partout, depuis son implantation, comme un site exemplaire ? Il y a lieu de le craindre et le brassage d'air de Bruno Le Maire, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, n'y changera rien puisqu'il se dit en accord avec la stratégie du groupe GSK : « la pharmacie se restructure au niveau mondial, GSK doit gagner en compétitivité, c'est légitime... » a-t-il déclaré devant le PDG et les représentants des salariés réunis vendredi 6 février. Ben voyons ! De fait il défend bien la politique de N. Sarkozy, confirmée ce jeudi devant 15 millions de spectateurs, celui-ci mettait la barre encore plus haut pour le pourcentage de retours aux actionnaires : 33% ! Comment le 2^{ème} site pharmaceutique mondial peut-il espérer justifier cette décision, alors que tout le monde sait qu'il a amassé des bénéfices gigantesques durant toutes ces dernières années ? Rien que pour l'année 2008, **le bénéfice net dégagé est 5,3 milliards** d'euros pour un chiffre d'affaires de 21,2 milliards d'euros en progression de 7 %, soit une rentabilité nette de 25 % (source : Le Monde du 7 février 2009) !

Les salariés, qu'ils soient d'Evreux ou d'un autre site, ont travaillé dur pour obtenir ces résultats, et au final se faire remercier au nom de la compétitivité économique et d'une baisse possible de la rentabilité de l'action « Glaxo » ! **Ce n'est pas acceptable !**

Il n'est pas tolérable qu'une entreprise supranationale traite ainsi celles et ceux qui ont permis sa richesse, et nous soutenons avec force les salariés qui ont contribué à son développement et à la qualité de ses produits. C'est le cas des salariés, en premier lieu, bien sûr, que nous soutenons avec force pour la sauvegarde de leurs emplois. A Evreux comme partout, nous exigeons le gel de tout plan de licenciements !

Cela fait des années que Glaxo est soutenu, y compris financièrement, dans son développement par la ville et l'agglomération d'Evreux, **les dirigeants de cette entreprise qu'ils soient nationaux, européens ou mondiaux ont donc maintenant des comptes à rendre à la population et à ses représentants.**

Aujourd'hui manifestement la direction du groupe Glaxo tente de profiter de la crise pour mettre en œuvre des plans de licenciements prévus de longue date nous disent les représentants des salariés, c'est inadmissible ! Une cellule de crise ? Pourquoi pas ? Si la priorité, c'est de mettre Glaxo devant ses responsabilités et examiner non seulement la pérennité du site mais surtout des emplois, examiner les problèmes éventuels de besoins en formation, alors oui, pourquoi pas !

S'il s'agit d'accompagner les licenciements, alors non, franchement non !

En tout état de cause, les communistes, leurs élu-e-s continueront d'être à l'écoute des salarié-e-s de chez Glaxo et de leurs représentants pour, à leur côté, mobiliser la population et gagner le maintien des emplois du site Glaxo sur le territoire d'Evreux.

HOMMAGE A PIERRE SEMARD : Samedi 7 mars à la prison d'Evreux

Le 7 mars 2009 à 11h45 devant la prison d'Evreux, rue Pierre Sépard, hommage à Pierre Sépard Secrétaire Général du PCF de 1924 à 1926 ; secrétaire national des Cheminots CGT jusqu'à son assassinat ; fusillé par les Nazis à la prison d'Evreux le 07 mars 1942.

Les communistes d'Evreux honorent avec les patriotes et républicains de l'Eure depuis la libération ce grand patriote. Le devoir de mémoire envers ceux qui luttent et qui luttèrent pour une vie meilleure, pour ceux qui ont contribué à chasser l'occupant nazi se doit de perdurer.

Depuis 67 ans, depuis la libération les communistes, les patriotes, le monde de la résistance, les républicains sont invités à ce rendez-vous de ceux qui ne renoncent pas.

Vous aurez toute votre place ce 7 mars 2009 à 11H45.

A l'issue de cette cérémonie, un vin d'honneur sera servi aux participants à la Maison des Libertés, 63 rue St Thomas.

SOUSCRIPTION 2009 :

**Merci à l'avance de répondre à notre appel d'une souscription exceptionnelle pour
Regards-sur-l'Eure**

je verse € pour la souscription exceptionnelle « Regards »

NOM

Prénom

Adres-
se.....

.....

chèque à l'ordre de ADF-PCF, à envoyer à Fédération PCF27 - BP 855 - 27008 Evreux Cedex

REGARDS SUR L'EURE hebdomadaire édité par la Fédération de l'Eure du PCF - commission paritaire n° 1009 P 11340
Directeur de publication R. Clouet BP 855 27008 Evreux Cedex - Tél. 02.32.39.46.82 - FAX 02.32.31.61.88 -
www.pcf27@wanadoo.fr



REGARDS N° 1378 du 25.02 au 10.03.09 - 0 € 30 SUR L'EURE

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

SARKOZY : AUCUN PARTAGE DES RICHESSES EN VUE !

La rencontre entre Nicolas Sarkozy et 5 des 8 organisations syndicales françaises a fait flop ! On s'y attendait.

Beaucoup de commentateurs font la remarque du faible montant des "aides" annoncées en faveur des salariés et du peu de salariés concernés. Par contre, la question essentielle du partage des richesses n'a fait l'objet d'aucune mesure.

Un saupoudrage financier pour les plus pauvres

Sur la forme, les annonces de Sarkozy sont chiffrées par le gouvernement lui-même (donc, à vérifier !) à 2,6 milliards d'euros. On est loin des 200 et quelques milliards injectés dans le système financier il y a quelques mois en pure perte ! On est loin des 6 milliards d'euros injectés dans les trésoreries des industriels de l'automobile qui ne se sont pas gênés pour annoncer des suppressions de postes dès les jours suivants ! On est loin des 14 milliards d'euros d'exonérations d'impôts accordés aux classes les plus riches avec le bouclier fiscal en 2007 !

La suppression du deuxième et troisième tiers provisionnel pour les deux tranches d'imposition les plus basses représente une économie de 100 ou 200 € par foyer soit à peine 10 à 15 € par mois ! Une aumône !

De même, la prime à tous les salariés au chômage pouvant justifier entre deux et quatre mois de travail de 400 à 500 € ne compense pas la perte d'un salaire complet !

Sans oublier que ces mesures ne sont que temporaires puisque valables seulement pour 2009 ! Et l'année prochaine : retour à la case misère !

On ne touche pas aux grandes richesses

Sur le fond, toutes les mesures annoncées par Sarkozy seront financées par l'Etat donc par nos impôts. C'est ce qu'il appelle la "solidarité nationale" ?

En clair, on va demander aux salariés de payer les dégâts d'une crise dont ils sont les premières victimes !

Avec leur appétit insatiable de profits, banques et spéculateurs, ont provoqué cette crise et jettent des millions de familles dans le chômage, la précarité et la misère à travers le Monde. Les Etats, tout à leur service depuis des décennies, viennent à leur rescousse et mobilisent les richesses nationales pour renflouer leurs caisses et maintenir les cours des actions en Bourse.

C'est comme si on demandait à des victimes d'un cambriolage de payer leurs voleurs !

La solution, c'est une autre répartition des richesses !

Le gouvernement de Nicolas Sarkozy montre depuis le début de cette crise qu'il ne fera aucun cadeau aux salariés de son propre chef. C'est la mobilisation sociale du 29 janvier qui l'a obligé à céder ces quelques sous.

Mais les salariés n'ont pas besoin de primes et de remises. Ce que veulent les salariés, c'est du travail payé à un salaire décent !

Dans notre département, c'est ce qu'attendaient les salariés de Glaxo, de Novélis, de Metzeler, de Plastic Omnium, ... Ils doivent être bien déçus.

C'est pourquoi **il est nécessaire que les salariés poursuivent leur mobilisation pour obtenir des avancées sur la base de la plate-forme de revendications avancée pour le 29 janvier par les syndicats.** Au delà, c'est de la répartition des richesses qu'il doit être question pour obtenir que **les salariés ne soient plus la variable d'ajustement d'une économie capitaliste obnubilée par le profit et la seule rémunération de l'actionnaire !**

Rendez-vous a été donné le **19 mars prochain.** Les communistes prendront toute leur place pour la réussite de cette mobilisation.

Eric RUIZ
Membre du Conseil Départemental

LE ZÉNITH : ON Y VA !

ENSEMBLE, NOUS VOUS APPELONS AU RASSEMBLEMENT POUR CHANGER D'EUROPE ET À VENIR PARTICIPER À CETTE DÉMARCHE AU MEETING LE DIMANCHE 8 MARS AU ZÉNITH.



Comment se rendre au Zénith de Paris ?

Bus : ligne 75, ligne PC, ligne 151 - M° : ligne 5 Porte-de-Pantin

Voiture : sortie Porte-de-Pantin - parking sud payant entrée sous la cité de la musique

Déplacements collectifs au départ de l'Eure :

Renseignez-vous auprès des responsables communistes des sections.

A propos de la zone franche du Long Buisson à Evreux

Thierry Desfresnes, vice-président communiste de l'agglomération d'Evreux répond à nos questions

Question : Le conseil d'agglomération d'Evreux vient de décider de poursuivre l'expérience de la zone franche sur le secteur du Long-Buisson, pour une durée de trois années supplémentaires, fallait-il poursuivre dans cette voie ?

Non, c'est en ce sens que je suis intervenu au conseil d'agglomération ce jeudi 19 février. Les critiques n'ont jamais manqué à propos de ce dispositif depuis son instauration par l'équipe Debré/Nicolas, à juste titre car **le coût est extrêmement élevé, à la charge essentielle des pouvoirs publics et des collectivités locales**, de 26 millions d'€ environ. A tel point que l'on a estimé récemment à 100 000 € le coût de cette installation par emploi créé ou transféré ! Cela fait réfléchir, d'autant qu'au-delà du coût se pose surtout la question de la qualité des emplois offerts : ils devaient être dédiés en priorité aux habitants des quartiers de la Madeleine et de Nétreville, or ces recrutements restent trop marginaux. La tentation est grande de proposer des emplois sous qualifiés, à temps partiel non choisi, d'une grande précarité, qui ne règlent rien aux grandes questions en matière d'emploi et fragilisent davantage la situation des salariés.

Question : N'est-ce pas en quelque sorte une manière de délocaliser les emplois à l'échelle de l'agglomération ?

Tout à fait, nous pouvons adresser les mêmes reproches, à l'échelon local, que ceux que l'on fait chaque jour aux pays de l'Europe de l'Est ou d'Asie : les entreprises locales s'installent dans la zone franche, comme les grandes se délocalisent à l'autre bout du monde. Avec un redoutable défaut, celui d'assécher sur le plan économique certains quartiers d'Evreux, qui perdent certaines de leurs entreprises ou de

leurs commerces partis s'installer dans des zones plus clémentes. C'est le cas par exemple de Favennec, qui quitte Nétreville pour la commune de Guichainville, et laisse derrière lui une zone commerciale fragilisée, ou de professions libérales qui ont fait le choix de quitter le centre-ville pour le Long-Buisson, faisant fi d'ailleurs de leurs clients qui n'ont pas de moyens pour se déplacer. Ces effets d'aubaine redoutables se retrouvent aussi avec l'imprimerie de Saint-Sébastien ou l'entreprise MairiStem qui sont venues sciemment s'installer là pour profiter des détaxes.

Question : A l'heure où le président de la République et le gouvernement s'apprêtent à faire un nouveau cadeau royal aux entreprises, en annonçant pour 2010 la suppression de la taxe professionnelle, la communauté d'agglomération n'aurait-elle pas été mieux inspirée de remettre en cause ce régime d'exonération fiscale et sociale qui n'a guère profité aux salariés d'Evreux et de sa région ?

C'est en effet ce que j'ai défendu au nom des élus communistes. Certes la communauté d'agglomération d'Evreux a fait du développement économique et de l'emploi une de ses priorités. Nous ne pouvons que souscrire à cet effort important, y compris financier, de l'agglomération. Mais dans une situation économique générale qui se dégrade, à Evreux notamment, avec l'annonce de 800 licenciements à GlaxoSmithKline, ceux de chez Jombart, Hérissé et la Deutsch demain... Nous aurions souhaité que l'Etat et l'ensemble des partenaires mettent en œuvre d'autres règles qui pérennisent les emplois sur Evreux et son agglomération plutôt que celles de la déréglementation et de l'exception à la mode Sarkozy, issues de la pensée libérale et capitaliste, qui profitent toujours aux mêmes et jettent les salariés à la rue.

REPAS DE LA SECTION DE GISORS : SUCCES CONFIRME



Gisors pour ce rendez-vous militant et festif !

Pour les habitués de la fête de l'Humanité, cette soirée n'aura pas manqué à la tradition des repas communistes, à la fois conviviaux et combattifs !

Côté **combattif**, outre une librairie militante colorée et riche, les discours des intervenants, en début de repas, auront donné le ton. Marcel Larmanou, maire et conseiller général de Gisors, Bernard Bénat, secrétaire de la section (notre photo), puis Christian Jutel, secrétaire fédéral, ont commenté l'actualité économique et politique en France et localement pour mettre en avant les causes profondes de la crise actuelle : un système capitaliste dont la finalité n'est que de concentrer toujours plus de richesses dans les mains de

quelques uns ! La politique de la Droite, ses réformes, n'ont pour but que de faciliter ce transfert de richesses vers les spéculateurs, comme on le voit avec les centaines de milliards d'euros versés par l'Etat au profit des banques et des entreprises ou avec les 45 milliards d'euros de profits que se partagent les actionnaires des entreprises du CAC 40. L'alternative politique est nécessaire pour sortir notre Monde de ce piège et les communistes y prendront leur place ! Une place particulière a été faite à l'intervention de Xavier Agusti, conseiller municipal communiste de Vernon, à propos de la solidarité **avec la Palestine et Gaza** après l'agression israélienne. Forts du succès de la soirée de solidarité du vendredi 13 à Louviers (100 participants), rendez-vous a été donné pour le Jeudi 19 février à Saint Marcel, près de Vernon.

Côté **convivialité**, le repas chaleureux (et de qualité !), l'ambiance bal-musette entre les plats, la participation d'un étonnant sosie de Florent Pagny et le bal d'après-repas auront permis à chacun de faire la fête malgré la crise ! A noter le traditionnel tour de chants (révolutionnaires, bien sûr !) de Marcel Larmanou en cours de soirée ! On attend toujours le disque !... Peut-être l'an prochain ?

Ensemble, exigeons le retrait de la « loi Bache-

Dans notre région, comme partout dans le pays, les hôpitaux publics sont confrontés à de graves difficultés du fait de la politique gouvernementale.

La qualité et l'accès aux soins pour tous sont remis en cause. Le projet de loi, dit « loi *Bachelot* » en débat à l'Assemblée Nationale et au Sénat en ce moment, loin de résoudre les problèmes, constitue un véritable danger pour les hôpitaux publics de proximité. Ce projet de loi va accélérer les restructurations, en accentuant ainsi la désertification médicale de vastes zones du territoire régional et national.

Du fait de la mise en œuvre dogmatique de la tarification à l'activité (T2A), la quasi-totalité des hôpitaux publics ont été mis dans le rouge. C'est le prétexte avancé aujourd'hui pour réorganiser par le biais d'une loi qui, de facto, favorisera le privé au détriment du public mis en concurrence complètement déloyale. « L'exemple » de la situation du Groupement Hospitalier du Havre sur lequel l'Agence Régionale Hospitalière fait pression maximum pour qu'il apure ses comptes... en réduisant les emplois est indicatif des vrais motifs de cette loi.

Cette loi porte le risque majeur d'ajouter une crise sanitaire à la crise sociale que connaît notre pays. Malheureusement, sans surprise, cette réforme s'inscrit en effet dans la réduction des moyens alloués à la santé publique, poursuivant le chemin tracé, il y a quelque temps déjà par le rapport Larcher, en plaçant l'hôpital public dans une logique de restructuration purement économique au mépris du principe d'égal accès aux soins. De la rationalisation nous passerons au rationnement ou à l'éloignement des soins pour les patients.

Ce projet fait la part belle au secteur privé. En renforçant le pouvoir des futures agences régionales de santé et celui des directeurs des futures communautés hospitalières territoriales, il fait considérablement reculer la démocratie sanitaire. Les personnels, les usagers, les élus voient leur rôle restreint, ignoré.

Les efforts que la Région porte sur le territoire en matière de cohésion sociale et de démographie médicale risquent d'être vains en regard des conséquences de cette réforme. La proximité d'un hôpital est indispensable dans le maillage territorial, car il est plus près des patients et de leurs familles, plus près de la réalité de terrain ; prévention, diagnostic, accueil et soins, orientation... à même de répondre avec les meilleures garanties de sécurité à une approche solidaire et humaine des problèmes. A l'Assemblée Nationale comme au Sénat, les parlementaires communistes multiplient les interventions pour exiger le retrait de cette loi. Une exigence portée par les millions de manifestants du 29 janvier, particulièrement celles et ceux du secteur de la santé dans toute leur diversité et qui sera au cœur des manifestations du 19 mars tant il est de plus en plus évident à travers les reportages qui se multiplient dans les médias sur ce sujet que cette loi risque de nuire gravement à la santé de tous.

Il est urgent en même temps que soit engagé un grand débat national autour d'objectifs tels que la santé gratuite, accessible à tous, l'existence d'une hospitalisation publique dotée des moyens de ses missions, ce qui implique aussi des personnels de santé en nombre suffisant, mieux considérés, mieux rémunérés, ayant des conditions de vie et de travail améliorées.

Christian JUTEL, vice-président du conseil régional, en charge des questions de santé